

Si c'est le FMI qui le dit !

Michel Husson, *Le progrès social*, 18 juin 2016

**PROGRÈS**  **social**

Les certitudes du FMI sont en train de vaciller. En témoigne un article publié dans son magazine *Finance & Development*. Sous le titre « Néo-libéralisme : survendu ? » ([Neoliberalism: oversold?](#)), trois de ses économistes y esquissent une sorte de *mea culpa*.

Cet article synthétise plusieurs études des mêmes auteurs (Jonathan Ostry, Prakash Loungani et Davide Furceri) qui les ont plongés dans un doute profond. Ces experts officiels mettent en cause deux principes néo-libéraux essentiels : la liberté de circulation des capitaux et l'austérité budgétaire. Pour les économistes du FMI, la liberté de circulation des capitaux financiers sont « un facteur de risque permanent ».



Ils ont repéré « 150 épisodes de forte hausse des flux entrants de capitaux dans plus de 50 économies émergentes » qui ont conduit, dans 20 % des cas, à une « crise financière qui, souvent, débouche sur un recul de la production ». Ils en viennent (horreur !) à considérer que le contrôle des capitaux peut être une « option viable ».

Contre l'austérité budgétaire

Les mêmes auteurs remettent en cause l'idée que l'austérité pourrait être favorable à la croissance. Ils visent nommément Jean-Claude Trichet quand il présidait la Banque centrale européenne, mais ils auraient aussi pu citer la fameuse « rilance » (rigueur + croissance) de Christiane Lagarde, leur actuelle présidente. Ils constatent que : « Les épisodes de consolidation [austérité] budgétaire ont été suivis en pratique par un recul plutôt que par une hausse de la production. En moyenne, une consolidation de 1 % du PIB conduit à une hausse de 0,6 point du taux de chômage à long terme et, dans les cinq ans, à une hausse de 1,5 de l'indice de Gini qui mesure l'inégalité des revenus ».

Pire, l'effet combiné de l'ouverture aux capitaux et de l'austérité budgétaire conduit à un creusement des inégalités, susceptible de « réduire la croissance, à l'encontre de l'objectif du programme néolibéral ». Pour les trois économistes, il y a maintenant « des preuves solides que l'inégalité peut significativement peser sur le niveau et la durabilité de la croissance ».

Pas une révolution ...

Et ils enfoncent le clou : « Ces résultats suggèrent le besoin d'un point de vue plus nuancé sur ce que les mesures libérales peuvent être capables de réussir ». En dépit de cette formulation nuancée, cette prise de position marque un tournant. Certes, c'est « [une évolution, pas une révolution](#) », précise l'économiste en chef du FMI, Maurice Obstfeld. Mais le *Financial Times* ne s'y est pas trompé et a violemment pris position contre ce « [mea culpa déplacé](#) ». Il a raison de s'inquiéter : le fait même d'assumer le terme de « néo-libéralisme » est révélateur du changement.

Le FMI n'a évidemment pas renoncé à son orientation générale et il y a un grand écart entre son service de recherche et la pratique de ses *Men in black*. En témoigne sa position dans le cas grec, qui consiste à prôner la restructuration d'une dette jugée insoutenable, mais à la condition que soient mises en oeuvre des « réformes structurelles » qui seraient encore plus brutales que celles qui sont aujourd'hui imposées au peuple grec.

Ces manifestations d'un désarroi croissant sont de plus en plus nombreuses au sein des institutions internationales. Il serait dommage de ne pas rebondir sur ce scepticisme qui naît au sein même des bras armés du capitalisme pour montrer que leurs certitudes vacillent, et que résister aux politiques néo-libérales, c'est décidément faire oeuvre de salut public.